

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 26/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

17 rue de Copenhague
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Références : D3 i 2025-302
Code AIOT : 0005702843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté CHEMIN DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 94 51300 Huiron. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- CHEMIN DES BEUTIERES ECOPOLE DE LA COTE PLATE RD 94 51300 Huiron

- Code AIOT : 0005702843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV NORD EST est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux, sur le territoire de la commune de la Huiron (51) pour une capacité de déchets autorisés de 100 000 t/an et 700 t/j.

Les intrants sont des déchets ultimes non dangereux provenant principalement du secteur industriel, et des départements 51, 52, 10 et 55.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valorisation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 09/08/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2022, article 1	Sans objet
3	Détection de fuite de gaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté de non-conformité majeure à la réglementation applicable.

Plusieurs justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant dans des délais maîtrisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Respect du rayon de chalandise
Prescription contrôlée : L'installation recevra exclusivement des déchets ultimes en provenance des départements de la Marne, de l'Aube, de la Haute-Marne et de la Meuse. La quantité maximale de déchets ultimes provenant du département de l'Aube et acceptés sur le centre de stockage est limitée à 7 000 tonnes par an.

En application du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Haute- Marne, seuls les déchets ultimes issus d'activités économiques - à l'exclusion des déchets ménagers dont l'élimination relève des collectivités - pourront être acceptés sur le centre de stockage. Leur quantité maximale annuelle est limitée à 25 000 tonnes

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection le bilan 2024 des déchets entrants sur le site.

Par sondage, l'Inspection a constaté que l'exploitant a accepté en 2024 :

- Marne : 20 400 t
- Aube : 910 t
- Haute Marne : 10 000 t
- Meuse : 7 040 t

total 2024 : 39 000 t

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valorisation du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2021, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions (VLE)

Prescription contrôlée :

Pour les moteurs de valorisation du biogaz :

Les rejets gazeux des équipements de valorisation du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement.

Les rejets gazeux respectent les valeurs limites d'émission du tableau suivant :

Teneur en O₂ sur gaz sec : 5 %

NO₂ : 525 mg/Nm³

Poussières : 150 mg/Nm³

COVNM : 50 mg/Nm³

CO : 1200 mg/Nm³

Pour les équipements de destruction du biogaz (torchère) :

Article 21 de l'arrêté du 15 février 2016 :

[...] La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;

CO : 150 mg/Nm³.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de mesures 2023 et 2024 sur la torchère BG1000 avec vapo therm et le rapport de mesures 2024 sur les 3 moteurs de production d'électricité par valorisation du biogaz.

Par sondage, l'Inspection a constaté :

- sur le rapport 2023 de la torchère : absence de non-conformité

- sur le rapport 2024 de la torchère : absence de non-conformité

L'inspection demande à l'exploitant de justifier la présence d'un seul essai pour l'analyse du SO₂ et non pas trois comme les autres paramètres.

L'arrêté du 7 juillet 2009 (normes des mesures) indiqué dans les rapports est abrogé. Il convient de mettre à jour cette référence. L'exploitant s'est engagé en ce sens.

- sur le rapport 2024 des moteurs de valorisation du biogaz : absence de non conformité.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier la présence d'un seul essai pour l'analyse des poussières et non pas trois comme les autres paramètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois :

- la justification du nombre d'essai réalisés pour le paramètre SO₂ sur la torchère et le paramètre poussières sur les moteurs biogaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Détection de fuite de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de détection et de réparation des fuites (article 21.V)

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les résultats des mesures du programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. Par sondage, l'Inspection a constaté :

- la mise en place d'un passage hebdomadaire d'un opérateur (contrôle visuel des équipements et analyse des données de fonctionnement, points de mesures sur les réseaux en dépression, etc.) ;

<p>- la mise en place d'un passage annuel d'un technicien cartographe pour mesurer et cartographier les éventuelles émissions fugitives de gaz sur les équipements sous pression. La dernière cartographie réalisée a été présentée à l'inspection et ne fait état d'aucune fuite. Cependant, l'exploitant s'est engagé à reprendre la représentation graphique de sa carte afin de bien faire correspondre la carte et la légende ;</p> <p>- la mise en place de contrôles et d'une maintenance des systèmes de valorisation (moteurs) et de destruction (torchère) du biogaz. Lors de la visite, l'Inspection a pu prendre connaissance du registre de maintenance (rapport 2024) et de maintenance préventive des équipements (prévisionnel 2025).</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2019, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A titre de prévention contre les risques d'incendie, en périphérie du site, une bande débroussaillée de 10 m est prévue en tant que pare-feu afin d'éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou à l'inverse.</p> <p>Une réserve permanente d'un volume de 300 m3 de terre inerte, spécialement réservée à la lutte contre un incendie est placée à proximité de la zone en exploitation.</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, judicieusement répartis et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les ressources en eau d'extinction d'incendie sont assurées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bassin de 300 m3 en zone Nord ; - un bassin de 120 m3 le long de la maison de l'environnement. <p>Les points d'aspiration doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près des réserves ou points d'eau naturels afin de constituer des aires ou plates-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer</p>

aisément. Cette superficie sera au minimum :

- de 12 m² (4 m de longueur et 3 m de largeur pour les motopompes),
- de 32 m² (8 m de longueur sur 4 m de largeur pour les autopompes).

La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 m au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 m au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau.

Ces points d'aspiration seront en tous temps signalés par des pancartes très visibles.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux différents risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés dans un endroit destiné à cet effet et clairement identifié, Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection :

- le registre des contrôles hebdomadaires de niveau du bassin incendie de 300 m³. L'Inspection constate que le bassin de 120 m³ ne fait pas partie des contrôles hebdomadaires.
- le rapport et le compte-rendu de vérification périodique des extincteurs, de mars 2024 (absence de non conformité) ;
- le rapport de vérification des caméras thermiques ;
- les attestations de formations des équipiers de premières intervention et RIA, de 2023

Lors de la visite, l'Inspection a constaté :

- la présence de moyens de prévention (une bande débroussaillée de 10 m minimum au niveau de la zone en exploitation et la présence de 300 m³ minimum de terre inerte à disposition)
- des moyens d'intervention : un bassin de 300 m³ au niveau de la zone nord et un bassin de 120 m³ le long de la maison de l'environnement. Les bassins sont remplis, accessibles, signalés et disposent d'aires d'aspiration conformes.

L'exploitant a indiqué avoir reçu le SDIS51 pour plusieurs visites du site mais l'Inspection constate qu'aucune réception opérationnelle des moyens de défense incendie n'a cependant été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection,
sous un délai de 3 mois :

- la justification de l'ajout du bassin 120 m³ dans les contrôles hebdomadaires ;
- sous un délai de 6 mois :

- la réception opérationnelle des moyens de défense incendie par le SDIS-51.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois